

PRIX DE L'ABONNEMENT.  
Par trimestre,  
Francs 41, pris au bureau.  
Francs 43, franco à la poste.

# LE POLITIQUE.

Les abonnemens commencent à toutes les époques.  
Les lettres et envois d'argent doivent être affranchis.

SOMMAIRE. — Affaires d'Espagne. — Symptômes de pacification. — Nouvelles du procès de Fieschi. — Congrès médical en Belgique. — Affaire de l<sup>re</sup> régence de Herve. — Renseignemens sur la direction du chemin de fer dans les environs de Liège. — Tableau des artistes dramatiques de la troupe de Liège. — Nouvelles et faits divers.

## FRANCE.

### AFFAIRES D'ESPAGNE.

Paris, le 8 octobre. — On lit dans le journal ministériel :

« Une dépêche de Bayonne, en date du 7 octobre, annonce ce qui suit :

« La nomination de MM. Los Heros au ministère de l'intérieur et Gomez Bellara à la justice complète le ministère.

« Par décret du 28, la reine convoque pour le 16 novembre les cortès actuelles, pour faire une loi électorale en vertu de laquelle on convoquera des cortès nouvelles qui réviseront l'estamento royal et appliqueront les principes du gouvernement du manifeste du 14 dernier, de Mendizabal.

« La junte de Sarragosse s'est dissoute le 2 en protestant de la plus grande confiance dans le gouvernement. Mina va partir pour Barcelone. Un décret du 28 donne à la milice le titre de garde nationale.

— On lit dans la *Gazette de France* :

« Les lettres de Madrid du 28 confirment non-seulement les nouvelles qui ont été publiées, mais elles ajoutent que les insurgés de l'Estramadure se sont arrêtés dans leur marche, et que les juntes de Cacérés et de Badajoz ont fait leur soumission.

« Quant à l'attitude menaçante que peut avoir conservée M. le comte de Las Navas, elle n'est que le résultat d'un plan arrêté d'accord avec M. Mendizabal et qui a pour but d'empêcher la reine ou son conseil de régence de s'arrêter dans la voie des concessions.

« M. Mendizabal n'a jamais cessé d'être d'accord avec les chefs de l'insurrection. Il est, comme nous l'avons dit, à la tête de la révolution.

— Le *Moniteur du commerce* qui, depuis plusieurs jours, ne cesse chaque matin de faire des avances à M. Mendizabal, l'engage aujourd'hui à demander l'intervention; c'est, selon lui, le seul moyen qui reste à l'Espagne d'en finir avec don Carlos, et de faire triompher le seul système vraiment juste, vraiment libéral, celui du juste-milieu.

Le *Journal des Débats* annonce ce matin que les débats du procès-Fieschi s'ouvriront le 10 novembre prochain. C'est M. le comte de Portalis qui est chargé de faire le rapport.

La feuille ministérielle dément ce qu'avaient dit plusieurs journaux de l'ignorance où se trouvait Fieschi sur le sort des victimes de son attentat, ignorance entretenue, disait-on, à l'aide d'une édition du *Journal de Paris* faite dans cette intention. Fieschi connaît aussi bien que personne le nombre et les noms de ceux auxquels il a donné la mort.

— Les renseignemens qui ont été fournis sur le compte de Fieschi, le représentent comme doué d'une force et d'une agilité extraordinaire; on lui accorde également beaucoup de finesse et de pénétration dans l'esprit. Le trait suivant en est la preuve. Surpris des précautions infinies que dans le commencement de sa captivité on prenait à son égard pour lui ôter la possibilité d'attenter à ses jours, il interpelle le directeur de la prison : « Vous vous tourmentez bien, lui dit-il, pour m'enlever jusqu'à l'idée du suicide, mais je ne vois de votre part aucune mesure de prévoyance pour paralyser les efforts de ceux qui pourraient être intéressés à ma perte. Mes alimens, qui passent par plusieurs mains, êtes-vous bien assurés qu'ils ne subissent pas d'altération pernicieuse en arrivant jusqu'à moi? » Vous avez raison, s'écrie le directeur, frappé de la justesse de cette réflexion. « Eh bien! à compter de ce jour, vos alimens seront préparés chez moi, et vous seront apportés dans un coffre fermant à clé. » Depuis cette époque, cette mesure est strictement exécutée, et n'a pas peu contribué à ramener une sécurité parfaite dans l'esprit de Fieschi, car il s'amuse à jouer tranquillement au petit palet avec ses gardiens, comme s'il était étranger à l'action atroce qu'il a commise.

— MM<sup>rs</sup> Parquien et Chaix-d'Est-Ange, ont été introduits hier auprès de Fieschi, et lui ont déclaré qu'ils ne pouvaient se charger de sa défense.

— Le fameux château de Bagatelle, ancienne résidence d'été du duc de Bordeaux dans le bois de Boulogne, a été vendu cet après-midi à l'Hôtel-de-Ville. Mis à prix à 180,000 francs, il a été adjugé, après une lutte qui a duré près d'une heure entre deux amateurs, à M. Moulinneuf, avoué, au prix de 313,100 francs, outre les charges. On disait que M. Moulinneuf avait enchéri pour M. Thiers.

— La première liste des souscripteurs au monument que l'on doit élever à la mémoire de Bellini, donne un total de 3,320 francs.

## BELGIQUE.

### BRUXELLES, LE 9 OCTOBRE.

Nous avons annoncé hier l'arrivée de LL. MM. et le bruit qui s'était répandu de leur départ pour Paris lundi prochain. Cette nouvelle semble confirmée par le *Journal des Débats* qui assure que le roi et la reine des Belges sont attendus mardi dans cette capitale.

— Une partie de la maison militaire accompagnera, dit-on, LL. MM. à Paris, qui de là doivent se rendre à Fontainebleau où se réunira tout le corps diplomatique et ce que la capitale de France compte aujourd'hui de plus distingué. Les journaux français ne disent rien à cet égard.

— Un journal annonce que M. Thiers a visité mercredi soir le chemin de fer accompagné de M. de Theux. Ce journal se trompe : M. Thiers n'est pas jusqu'ici venu à Bruxelles.

— Le général de Wauthier, inspecteur-général de l'infanterie, partira demain, accompagné de ses aides-de-camp, pour aller inspecter les régimens de réserve et de dépôt, dans les provinces de Liège, Namur, du Hainaut, des deux Flandres et d'Anvers.

— Le *Diorama*, place des Barricades, a été visité depuis quelques jours par une grande affluence d'amateurs.

— Une dame, accompagnée de son enfant, s'est rendue avant-hier, vers une heure de l'après-midi, au bassin de Ste-Catherine, près de la Grue, où après avoir abandonné l'enfant, elle s'est précipitée dans le canal. Heureusement on est parvenu à l'en retirer à temps.

— On lit dans l'*Eclair* la lettre suivante :

« Je suis belge et officier belge ; je désapprouve, je condamne formellement et le fond et la forme des attaques dirigées depuis quelques jours sans pudeur contre les officiers qui ont été appelés au service de notre armée.

Je ne connais presque aucun de ces messieurs, mais il en est un auquel j'ai des obligations et dont j'ai eu occasion d'apprécier le noble caractère : ses talens supérieurs rendent en ce moment les plus grands services à l'école militaire ; c'est M. le colonel Chapelle. Je regarderais son départ comme une grande perte pour le pays ; les élèves qu'il a formés et qu'il forme lui rendront toute cette justice, je désire, monsieur, s'il nous quitte, qu'au moins il soit convaincu en partant, qu'il ne laissera pas des ingrats en Belgique.

Je suis... Un officier belge.

Bruxelles, le 7 octobre 1835,

### CONGRÈS MÉDICAL DE BELGIQUE.

D'après l'offre faite par un ami des Sciences Médicales, d'une somme de mille francs pour être donnée en prix à l'auteur du meilleur Mémoire sur le sujet que le Congrès Médical de Belgique jugerait le plus utile à l'humanité, cette assemblée a mis au concours, après discussion, la question suivante :

« Exposer et déterminer les moyens médicaux et les mesures administratives et réglementaires les plus propres à arrêter ou à modérer la propagation de la syphilis. »

Les mémoires écrits lisiblement en latin, français, anglais ou allemand, seront adressés, francs de port, et avant le 15 avril 1836, à M. le docteur Dieudonné, secrétaire de la commission permanente, rue de l'Empereur, n° 29.

Chaque Mémoire portera en tête une épigraphe et sera accompagné d'un billet cacheté présentant à l'extérieur la même épigraphe et contenant les noms, qualité et domicile de l'auteur.

## LIEGE, LE 10 OCTOBRE.

### EXPLICATIONS SUR LES CAUSES DE LA DÉMISSION DE LA RÉGENCE DE HERVE.

Herve, le 9 octobre.

A MM. les Rédacteurs du POLITIQUE.

Messieurs, je viens de lire dans votre estimable journal la réponse que le correspondant du *Nouvelliste* a fait insérer dans cette feuille; je suis charmé de voir que j'ai réussi à lui rappeler quelques faits dont il ne conteste pas l'exactitude, il sait donc maintenant :

1° Que les bâtimens de l'ancien collège sont en très-mauvais état, etc.

2° Que le couvent des Récollectines a été mis en location par le domaine.

3° Que c'est un arrêté du roi Léopold qui a accordé un subside de 2000 fls. P.-B. pour approprier le couvent à sa nouvelle destination, que cet arrêté a confirmé celui du roi Guillaume qui avait concédé à la ville la jouissance d'une partie du couvent.

4° Qu'enfin l'intention de la régence de Herve n'a jamais été de supprimer l'établissement pour l'instruction des filles.

Nous sommes donc maintenant d'accord sur l'existence de ces faits, quoiqu'ils aient été omis dans le premier article du *Nouvelliste* ou rapportés d'une toute autre manière.

Il est donc prudent, ce me semble, de ne pas croire tout-à-fait sur parole le correspondant de ce journal.

Je vais maintenant tâcher de répondre à quelques assertions qu'il avance, et le convaincre qu'il s'est encore trompé dans son nouvel article.

Je serai court autant que possible, quoiqu'il soit bien nécessaire que les détails de cette affaire soient connus du public; et d'abord où a-t-il vu, le correspondant du *Nouvelliste*, que j'aie avancé que les bâtimens du collège ont été cédés à des ecclésiastiques? J'ai bien dit que le couvent avait été cédé indirectement à des ecclésiastiques et je persiste dans mes dires, j'invoquerai même ici le témoignage de l'auteur de l'article du *Nouvelliste*, qui a avoué dans sa première note que l'autorité compétente placerait à la tête de l'école des filles les personnes qu'elle jugerait digne de sa confiance. S'il a voulu relever cette prétendue erreur pour avoir l'occasion de me taxer de vouloir établir des mesures de proscription, d'être plus intolérant que le roi Guillaume, et faire autres belles phrases semblables, je lui répondrai que les habitans de Herve sont trop éclairés pour se montrer intolérans, et qu'il sait très-bien que l'administration locale a toujours cherché à mettre un ecclésiastique à la tête de l'école qu'elle voulait organiser.

Le correspondant du *Nouvelliste* persiste encore à soutenir que le couvent des Récollectines n'a pas été compris dans la loi qui supprimait les communautés religieuses.

Mais ce n'est là qu'une assertion à laquelle j'ai opposé des faits non contestés qui supposent le contraire. Lorsque la loi qui supprimait les établissemens religieux a été portée, le gouvernement d'alors a dû examiner si cette loi était applicable aux Récollectines de Herve, et il s'est prononcé pour l'affirmative, puisqu'il a ordonné la mise en location de leurs bâtimens et la vente des meubles; le gouvernement de Guillaume à son tour a partagé cette opinion en concédant à la ville la jouissance d'une partie de ce couvent, et c'est seulement en 1835, après 35 et plus, que l'on s'est aperçu que l'on avait commis une injustice à l'égard des religieuses de Herve; encore le gouvernement actuel s'est-il rendu complice de cette injustice; car en 1831, il confirmait l'arrêté prétendument illégal de Guillaume qu'il vient de rapporter. Cette manière d'agir est très-commode et singulière, car qui nous assure qu'en 1840 les derniers arrêtés ne seront pas à leur tour déclarés injustes et illégaux? Il faut donc avouer que je n'ai rien dit de trop, en prétendant que la régence de Herve aurait dû laisser aux tribunaux la décision de cette affaire.

Il est probable que l'auteur de l'article du *Nouvelliste*

welliste connaît mieux les ressources de la ville que les notables convoqués en 1828 et que les membres des administrations locales qui se sont succédés depuis 1825; toutes ces personnes qui, ce me semble, étaient à même d'être bien informées, ont toujours pensé qu'il était impossible d'ériger une bonne école moyenne avec un pensionnat dans les bâtimens du collège sans grever la ville de nouvelles dettes; elles voulaient deux établissemens d'instruction dans le couvent des Récolectines, chose que l'on pouvait facilement exécuter et à peu de frais; et qui contestera qu'en ôtant à la ville de Herve la jouissance d'une partie de ce couvent, on ne lui ait fait essuyer une perte immense, car le correspondant aura la bonté de me dire, et ce, pour l'instruction des nouveaux administrateurs que l'on va élire, de quelle manière il organisera l'école moyenne dans les bâtimens de l'ancien collège, seul local qui appartient à la ville, et où il placera les administrations qui l'occupent actuellement?

Il me resterait aussi beaucoup de choses à dire sur la pétition et la souscription dont parle le correspondant du *Nouvelliste*, pour expliquer ce qu'il entend par public. Je me contenterai de lui répondre que la plupart des personnes qui ont signé ces pièces ne l'ont fait que dans l'intention de posséder le plutôt possible une école moyenne, pour y mettre leurs enfans, croyant sans doute que l'administration locale ne faisait pas les démarches nécessaires pour faire jouir la ville de cet établissement d'instruction. Je pourrais, de mon côté, parler d'une pétition adressée au gouvernement par la régence et signée par grand nombre de ces personnes mêmes qui avaient aussi apposé leurs signatures sur celle désignée par le correspondant, et si le gouvernement ne s'était pas laissé influencer par des considérations étrangères à la question qu'il était appelé à décider, je crois, qu'il n'aurait pas porté aussi légèrement des arrêtés qui ont causé, peut-être, quelque joie à quelques hommes de parti, mais mécontenté la majorité des herviens et jeté la désunion parmi les habitans d'une ville tranquille.

Je suis toujours persuadé, comme je l'ai déjà dit dans ma première lettre, que M. le curé ne pensait nullement aux sérénades, lorsqu'il s'est rendu personnellement chez M. le directeur de musique pour lui communiquer les arrêtés (car sur ce fait, aucun démenti formel ne m'a été gracieusement envoyé par le correspondant du *Nouvelliste*); toutefois ces personnes qui ont de mauvaises langues, et dont j'ai déjà parlé, en lisant l'article du *Nouvelliste*, ont, à ce qu'on m'assure, beaucoup ri de cette preuve spontanée libre et volontaire de la joie des habitans et de la lettre en date du 6 de ce mois de M. le directeur de musique; qui n'a osé nier que M. le curé ne se soit rendu chez lui, comme je l'avais avancé.

Agréé, etc.

#### EXPLICATION.

Nous avons dit, il y a quelques jours, que les partis extrêmes avaient fléchi et s'étaient rapprochés sous certains rapports des doctrines modérées. On a pu voir, en effet, qu'en France, par exemple, la république, après avoir usé de la violence, après avoir essayé de l'insurrection et de l'émeute, la république déclare aujourd'hui vouloir s'en rapporter, pour assurer son triomphe, aux seuls moyens de la discussion; c'était là, certes, un nouveau programme, et le parti républicain ne l'a publié, sans doute, que par cette raison, qu'il reconnaissait l'impossibilité de prévaloir par la violence. C'est cette appréciation même de sa violence et des moyens d'agir sur la société, c'est la conscience de l'impuissance des voies brutales, que nous avons appelé un progrès et une conquête des doctrines modérées.

Nous avons dit aussi que cette tendance vers les doctrines de modération devait être déjà bien forte, bien puissante, puisque M. Carrel, l'un des coryphées du parti républicain, avait cru devoir y obéir. Et en effet, on a vu le rédacteur du *National* faire dans la *Minerve*, des protestations de modérantisme et déclarer aux élections de Grenade qu'il n'était point hostile à la dynastie de Louis-Philippe! Certes, nous le répéterons, il faut que les idées d'ordre aient gagné bien du terrain, aient acquis une bien puissante influence pour décider le rédacteur du *National* à faire de pareils amendemens, et l'on cherchera en vain à affaiblir les conséquences que nous en avons tirées.

Après cela, il n'est jamais entré dans notre esprit que l'opinion républicaine allait faire retraite et disparaître de la sphère de la politique active. S'abandonner à une idée pareille, serait, certes, s'approprier à d'étranges mécomptes. Nous savons très-bien que la concession faite par les doctrines extrêmes porte sur la forme seulement, et qu'il y a toujours désaccord sur le fond. Toutefois si cette concession était sincère, et si les partis vou-

aient y rester fidèles, la société serait, selon nous, complètement pacifiée; car ici évidemment la forme emporte le fond. Le mal n'est point dans la divergence des opinions, dans la discussion, bien s'en faut, il git presque tout entier dans l'interdiction de la force brutale.

Toutefois, sans croire que le moment de l'abdication des doctrines extrêmes soit arrivé, nous pensons cependant que le triomphe restera à la longue aux amis de la monarchie constitutionnelle; parce que cette forme de gouvernement peut seule assurer deux choses que l'époque veut également: à savoir le progrès et la sécurité de la génération actuelle. Elle seule peut, selon nous, dans nos sociétés modernes, favoriser le développement des institutions propres à assurer des moyens d'ascension à toutes les classes de la société, et répartir ses avantages, sans distinction d'aristocratie ou de plèbe, expressions qui d'ailleurs ne correspondent à plus rien de réel aujourd'hui. — La forme monarchique, dans nos sociétés industrielles, laissant plus de temps aux citoyens pour leurs affaires privées, doit surtout y prévaloir. Car de cette considération, découlée encore la conséquence que la monarchie est plus propre que toute autre forme de gouvernement à améliorer le sort de la classe nombreuse des travailleurs; et ceci seul serait décisif, car on sait que la tranquillité et l'ordre ne sont qu'à ce prix.

La réorganisation des universités de Gand et de Liège aura lieu de manière que les cours puissent commencer dans les premiers jours du mois de novembre.

Le *Gondschen Mercurius* dit que c'est dans l'assemblée des évêques, qui a lieu en ce moment à Malines, qu'il sera décidé si l'Université catholique sera établie en tout ou en partie à Louvain.

On lit ce qui suit dans un journal de cette ville: « La direction du chemin de fer près de Liège a été, comme on sait, l'objet de nombreuses discussions.

On a fini par adopter le plan de MM. Simons et de Ridder, d'après lequel le chemin de fer doit passer près de Liège, en suivant les hauteurs d'Avans Loncin, Ans-et-Glain.

Le commerce et l'industrie de notre ville et de ses environs réclament cette direction.

Cependant nous apprenons que des intérêts particuliers cherchent à faire admettre par le gouvernement des modifications au plan de MM. Simons et de Ridder. Ils veulent que le chemin de fer soit dirigé sur Hologne aux-Pierres, qu'il atteigne les bords de la Meuse au-dessus de Jemeppe; que de là il traverse Jemeppe, Tilleur et une partie de la plaine de Solessin, en s'arrêtant au-dessus du moulin à vapeur, où il passerait la Meuse pour se diriger directement vers Chênée.

Nous aimons à croire que le gouvernement consultera la régence de Liège, sur cette nouvelle direction du chemin de fer.

On lit dans le *Journal de Verviers*:

Maintenant les intentions du gouvernement belge sont connues; son dessein est d'employer les troupes aux travaux publics, après qu'il aura obtenu les renseignemens qu'il lui sont nécessaires avant de mettre la main à l'œuvre. Nous l'en félicitons. L'idée de transformer nos soldats en travailleurs actifs n'est pas neuve, mais elle est extrêmement utile; réaliser cette belle pensée, c'est pour ainsi dire créer une nouvelle source de prospérité publique. Que de magnifiques travaux seraient exécutés, que de choses utiles seraient faites, si l'on y employait, par exemple, vingt mille hommes pendant quelques années!

On lit dans la feuille flamande de Turnhout les détails suivans sur le géant qui a été remarqué par tout Bruxelles aux dernières fêtes anniversaires de septembre: Notre concitoyen Pierre Van Gorp, qui s'était rendu à Bruxelles pour assister aux fêtes de septembre, a fixé, par sa taille gigantesque, l'attention de tous ceux qui l'ont rencontré dans cette capitale. La curiosité excitée par ce jeune homme est telle, qu'il a reçu de la part de sociétés distinguées un grand nombre d'invitations qu'il n'a pas cru devoir accepter. Sur la route de Turnhout à Bruxelles, il a été partout un sujet d'étonnement général et presque tous les journaux du royaume ont entretenu leurs lecteurs de notre *Petit-Pierré* de 7 pieds 6 pouces. Il paraît que depuis son voyage à Bruxelles, il a acquis une telle célébrité, qu'il ne vient pas à Turnhout un seul étranger qui ne parle de lui, et qui n'exprime le désir de le voir.

On lit ce qui suit dans le *Journal d'Arlon*: « Le 27 septembre, à Marche, en l'honneur des fêtes nationales, il y a eu des danses publiques en face du redressement de la route de Marche à Namur, pendant tout l'après-dîné jusqu'à minuit. Tous les habitans se sont empressés d'y prendre part. L'élite de la population s'était réunie dans

un beau bal, qui s'est prolongé jusqu'à quatre heures et où la gaité et la concorde n'ont cessé de régner. Le soir, tous les habitans avaient illuminé leurs maisons. — A St. Hubert, les fêtes ont été également célébrées le 27. Le son des cloches et les décharges d'artillerie ont annoncé la solennité. La ville a été illuminée et un bal public, auquel tous les habitans ont pris part, a terminé la journée.

Vienne, 2 octobre. D'après des renseignemens il va encore y avoir de nouvelles réductions considérables dans l'armée d'Autriche. On parle de renvoyer tous les bataillons de la landwehr montant à 40,000 hommes. — Ce qui donne de la constance à cette nouvelle, c'est que la bourse a compris qu'on avait la certitude d'une paix durable; en conséquence, depuis 14 jours, le cours est constamment en hausse.

On écrit de Valenciennes, 8 octobre:

Les fouilles faites au Mont Jonny, sur l'emplacement de l'ancien camp de Famars, pour retrouver le corps du général Dampierre, tué devant le bois de Vicoigne le 8 mai 1793; ont eu un plein succès. On a retrouvé le cercueil en plomb du général à l'endroit même désigné par le propriétaire du champ, le sieur Delgrange, cultivateur. Le corps était intact; le cadavre se trouvait encore recouvert des restes de l'uniforme des généraux de la révolution: on a aussi remarqué dans la tombe les épaulètes, l'épée du général et les débris d'une couronne de lauriers déposée dans le cercueil du brave par ses compagnons d'armes au moment de l'inhumation.

#### TAXE DU PAIN A LIEGE du 10 octobre.

Pain de seigle, 19 centimes  
Pain moitié seigle et moitié froment, 30 c.  
Pain dit de ménage, 43 c.

#### THEATRE DE LIEGE.

La direction de notre théâtre vient de nous faire parvenir la circulaire suivante, adressée à MM. les abonnés et habitués du spectacle ainsi que le tableau du personnel de la nouvelle troupe:

Messieurs, appelés à la direction du théâtre de votre ville à une époque fort tardive et bien différente de celle où s'organisent les entreprises de ce genre, il ne nous eût pas suffi de la confiance que l'autorité nous a accordée, pour braver tous les écueils que nous avions à redouter dans une occurrence aussi difficile, si l'espoir de voir l'indulgence dont vous nous avez naguère environné comme artistes, nous accompagner maintenant comme directeurs, n'était venu redoubler nos forces et notre courage, et ne nous permettait pas de penser que vous voudrez bien nous tenir compte des efforts, du zèle et de l'activité que nous mettrons sans cesse à nous rendre dignes d'une bienveillance à laquelle nous attachons le plus haut prix.

Aucune démarche, aucun soin, aucun sacrifice ne nous ont coûté pour composer la troupe d'une manière convenable à une des premières villes de la Belgique; et si nous n'avons pu surmonter tous les obstacles, nous avons du moins la satisfaction de penser qu'en une pareille circonstance il était impossible de mieux faire.

Mériter la continuation de cette honorable bienveillance, dont vous nous avez toujours, messieurs donné le témoignage, tel est le but auquel nous aspirons, nous ne négligerons rien pour l'atteindre, et l'espoir d'y parvenir nous soutiendra dans la nouvelle carrière où nous venons d'entrer.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos très humbles serviteurs,

BERGER, BRUKER et LEOPOLD.  
Liège, le 10 octobre 1835.

#### TABLEAU DE LA TROUPE.

MM. Berger, Bruker, Léopold, directeurs.  
Valcour, premier régisseur.  
Louis Desrez, 2<sup>e</sup> régisseur.  
Bruker, 1<sup>er</sup> chef d'orchestre.  
Théodore, 2<sup>e</sup> chef d'orchestre.  
Fradelle, comptable.  
Joseph, bibliothécaire.  
Mme Combe, souffleur.  
Peintres décorateurs. — MM. Hyppolyte et Sylvestre, élève de Cicéri et Félix Haquin, machiniste en chef.

#### OPÉRAS.

MM. Broutin, fort premier ténor.  
Lapique, 1<sup>er</sup> ténor, Elleuion, Ponchard, etc.  
Auguste Cayé, 2<sup>e</sup> ténor, Gavaudan, des Philippines.  
Edmond, Cornelis, colins, 3<sup>e</sup> tenors.  
Breguet, Martin, Laïs, Solié.  
Bouchy, 1<sup>er</sup> basse taille noble et chantante.  
Larlou, 1<sup>er</sup> basse taille comique et forte 2<sup>m</sup>.  
Célicourt, 1<sup>er</sup> ténor.  
Lecor, 1<sup>er</sup> ténor comique.  
Alphonse, jeune ténor comique.  
Léopold, des rôles de seigneurs et de convenance.  
Albert, des 3<sup>e</sup> Basses et rôles de convenance.  
Beneyt, utilités.  
Mmes Isoard, 1<sup>re</sup> chanteuse.  
Morin Lebrun, forte chanteuse, 1<sup>re</sup> au besoin.  
St Victor, forte chanteuse, 1<sup>re</sup> sans rouades.  
Coraly, première dugazon.  
Rouede, 2<sup>e</sup> dugazon, 1<sup>re</sup> au besoin.  
Valcour, 3<sup>e</sup> dugazon.  
Théodore, 3<sup>e</sup> dugazon.  
Stevens, digne en tous genres.  
Petit, rôles de convenance.  
Dorval, des 2<sup>e</sup> duègnes.  
Constant, utilités, des 3<sup>e</sup> dugazon.  
Adèle, utilités.  
Dorval, aïnée, rôles d'enfans.

Chœurs. — Dix-huit hommes, dix-huit dames.  
Orchestre. — Cinquante-quatre musiciens.



